



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE  
DE LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR  
LE GROUPE IV AU TITRE DE LA GESTION 2014**

**COMMUNE DE ZIGUINCHOR  
(C.Z)**

**Rapport Final  
Septembre 2015**

**PRESENTE PAR:  
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc  
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche  
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02  
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin  
E-mail : [gmac@orange.sn](mailto:gmac@orange.sn)



☒ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty  
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97  
E-mail : [sspm@sspm.sn](mailto:sspm@sspm.sn)

# SOMMAIRE

<b>SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT .....</b>	<b>5</b>
<b>1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION .....</b>	<b>10</b>
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	10
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION.....	10
<b>2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS.....</b>	<b>11</b>
2.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	11
2.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	13
2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM) .....	13
2.2.2. La Commission des Marchés .....	13
2.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION.....	14
2.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP).....	14
2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP).....	14
2.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES .....	14
2.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	15
2.6. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014 .....	15
2.7. ARRETES D'APPLICATION DU DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014 .....	16
<b>3. SYNTHESE DE LA REVUE .....</b>	<b>19</b>
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL.....	19
3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante .....	19
3.1.2. COMMISSION DES MARCHES .....	19
3.1.3. Cellule de Passation des marchés.....	20
3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel .....	21
3.1.5. Document de programmation de la préparation des marchés .....	21
3.1.5.1. Plan de Passation des Marchés.....	21
3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés .....	21
3.1.6. Archivage des dossiers.....	21
3.1.7. Autres .....	22
3.1.7.1. Registre des marchés.....	22
3.1.7.2. Manuel de procédures administratives, comptables et financières.....	22
3.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES .....	22
3.2.1. Echantillon .....	22
3.2.2. Rappel des seuils applicables au CZ en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 8 décembre 2007.....	24
3.2.3. Marchés conclus par Appels d'Offres Ouverts .....	24
3.2.4. Marchés conclus par Demande Renseignement et Prix .....	25
3.2.5. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du CRD .....	30
3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE .....	30
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE .....	30
3.4.1. Sélection .....	30
3.4.2. Travaux effectués.....	31
3.4.3. Résultats .....	36

<b>4. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>36</b>
4.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL,.....	36
A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	36
4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES EXAMINES.....	37
4.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION FINANCIERE .....	38
<b>5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES .....</b>	<b>38</b>
<b>6. STATISTIQUES DES ANOMALIES.....</b>	<b>39</b>
6.1. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES APPELS D'OFFRES OUVERTS .....	39
6.2. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX .....	40
<b>7. ANNEXES .....</b>	<b>41</b>
7.1. FICHES SYNOPTIQUES.....	42
7.2. REPOSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE ET COMMENTAIRES DU CABINET .....	67

## SIGLES & ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
CZ	Commune de Ziguinchor
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT**

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2014 par la Commune de Ziguinchor(C.Z), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne la CZ, les procédures de passation des Marchés ont été principalement effectuées suivant le décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. Ainsi, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent:

**Tableau récapitulatif des constats et recommandations pour la CZ**

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS
A	<b>Dispositif institutionnel lié à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés</b>	
1	<p><b>Commission des Marchés:</b> Les copies des actes de nomination des membres de la Commission des Marchés et de leurs suppléants n'ont pas été transmises à l'ARMP et à la DCMP au plus tard le 05 janvier de l'année, conformément à l'arrêté N°12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. La Commission des Marchés Publics a été renouvelée le 13/08/2014, en violation de l'article 36 du CMP qui stipule que les membres de la Commission des Marchés représentant l'Autorité Contractante sont nommés pour un an.</p>	Veiller à transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.
2	<p><b>Cellule de passation des Marchés:</b> Les copies des actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés et les déclarations signées n'ont pas été transmises à l'ARMP et à la DCMP au plus tard le 05 janvier de chaque année, en violation de l'arrêté n°011586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation de marchés des autorités contractantes.</p>	Veiller à transmettre les copies des actes de nomination des membres de la Cellule de passation des marchés et les déclarations signées au plus tard le 05 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP, conformément l'arrêté n°011586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation de marchés des autorités contractantes.
3	<p><b>Rapports trimestriels et rapport annuel:</b> La Cellule de Passation des Marchés n'a pas élaboré les trois (03) rapports trimestriels et le rapport annuel en 2014, en violation de l'arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes et de l'article 143 du CMP.</p>	Veiller à transmettre les rapports trimestriels et rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes et de l'article 143 du CMP.
4	<p><b>Plan de passation des marchés:</b> Le plan de passation des Marchés Publics n'a pas été établi et transmis à l'ARMP et à</p>	Veiller à se conformer aux articles 6 et 56 du Code des Marchés Publics.

	la DCMP avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation, en violation des articles 6 et 56 du code des marchés publics.	
5	<b>Avis général de passation des marchés:</b> L'AGPM n'a pas été publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation et n'a pas été publié sur le Portail des Marchés Publics, en violation des articles 6 et 56 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.	Veiller à se conformer aux articles 6 et 56 du Code des Marchés Publics.
6	<b>Registre de Marchés:</b> Le registre de marché de la Commune de Ziguinchor n'a pas été mis à notre disposition.	Etablir un registre des marchés conformément à l'article N°67-3 du Code des Marchés Publics.
7	<b>Archivage des dossiers:</b> La Commune de Ziguinchor ne dispose pas d'une salle d'archive pour les dossiers de marchés conformément au système d'archivage préconisé par l'ARMP.	Veiller à archiver les documents de marchés conformément au système d'archivage préconisé et diffusé par l'ARMP.
<b>B</b>	<b>Constats spécifiques aux marchés examinés</b>	
	<b>Marchés conclus par appel d'offres ouverts:</b>	
8	<b>Pour tous les Appels d'offres ouverts:</b>  Les convocations des membres de la Commission n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP. Monsieur Malick NGOM n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant. Or, les motifs de son absence n'ont pas été mentionnés dans le procès verbal.	Veiller à se conformer à l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la Commission des Marchés.
9	<b>AOO: Collecte, évacuation et gestion des ordures ménagères, attribué à Casa BTP pour un montant de 111 420 000 FCFA:</b>  Le marché n'a pas été exécuté pour défaut d'existence de crédits budgétaires suffisants, en violation de l'article 9 du CMP.	Veiller à se conformer de l'article 9 du CMP relatif à l'existence de crédits budgétaires suffisants avant la signature de tout marché.
10	<b>Pour tous les Appels d'offres ouverts:</b> Les attributions définitives n'ont pas été	Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.

	publiées, en violation de l'article 85 du CMP .	
11	<b>AOO: Collecte, évacuation et gestion des ordures ménagères, attribué à Casa BTP pour un montant de 111 420 000 FCFA:</b>  L'avis de publication de l'attribution provisoire n'est pas joint dans le dossier.	Veiller à joindre dans le dossier la publication de l'avis d'attribution provisoire, conformément à l'article 84.3 du CMP.
<b>Marchés conclus par Demandes de Renseignements et de Prix</b>		
12	<b>DRP: Travaux d'ouverture de voies à NEMA II;</b> <b>DRP: Fourniture de denrées alimentaires;</b> <b>DRP: Nettoyement et entretien des locaux;</b> <b>DRP: Désherbage des cimetières, rue et circuits:</b>  Ces marchés ne sont pas inscrits dans le PPM, en violation de l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Veiller à se conformer à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics relatif à l'inscription des marchés dans le PPM.
13	<b>DRP: Travaux d'ouverture de voies à NEMA II;</b> <b>DRP: Acquisition d'habillement à la Mairie de Ziguinchor:</b>  Absence d'attestation d'existence de crédits budgétaires, en violation de l'article 9 du CMP.	Veiller à se conformer de l'article 9 du CMP relatif à l'existence de crédits budgétaires suffisants avant la signature de tout marché.
14	<b>DRP: Travaux de construction de cantines au marché Tilène de Ziguinchor:</b>  Le délai d'exécution prévu dans le contrat n'a pas été respecté.	Veiller à appliquer les pénalités en cas de retard dans la livraison conformément aux dispositions de l'article 133 du CMP.
15	<b>DRP: Fourniture de denrées alimentaires;</b> <b>DRP: Nettoyement et entretien des locaux;</b> <b>DRP: Acquisition d'habillement à la Mairie de Ziguinchor:</b>  Les offres des candidats n'ont pas été mises à notre disposition.	Veiller à archiver les offres en vue de respecter les principes de transparence à la passation des Marchés.
<b>C</b>	<b>Exécution financière</b>	
16	<b>Pour les tous marchés:</b>  Les documents relatifs aux règlements	Veiller à joindre dans le dossier les pièces relatives aux règlements des marchés.



	(factures; PVR; Chèques de règlement) ne sont pas archivés.	
<b>D</b>	<b>Audit Physique</b>	
17	<b>DRP: Travaux de construction de cantines au marché Tilène de Ziguinchor:</b>  Un retard de 180 jours a été noté dans la livraison des Cantines.	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 133 du CMP relatives à l'application des pénalités de retard..

## 1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

### 1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2014 par les autorités contractantes du Groupe IV.

### 1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

## **2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

### **2.1. Le cadre institutionnel et réglementaire**

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- la Directive N°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- la Directive N°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- la Loi organique N°2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- la Loi N°2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi N°65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- la Loi N°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- la Loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- la Loi N°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- la Loi N°2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- le Décret N°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret N°81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- le Décret N°2005-576 du 22 Juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;

- le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret N°2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- le Décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret N°2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- le Décret N°2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- le Décret N°2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité publique ;
- l'Arrêté N°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- l'Arrêté N°11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- l'Arrêté N°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- l'Arrêté N°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- l'Arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- l'Arrêté N°11587 /MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- l'Arrêté N°11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;

- la Circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- la Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

## **2.2. Les organes chargés de la passation des marchés**

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

### **2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

### **2.2.2. La Commission des Marchés**

L'arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

### **2.3. Les organes de contrôle et de régulation**

Le décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

#### **2.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)**

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007.

#### **2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)**

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### **2.4. Les seuils de passation des marchés**

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

 Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics :

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

✚ Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres :

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

## **2.5. Les modes de passation des marchés**

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

## **2.6. Modifications apportées par le Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des marchés Publics**

Depuis le début de la réforme du système national de passation et de gestion des marchés publics, la réglementation y relative a connu des améliorations successives, qui avaient abouti à l'adoption du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. La mise en application dudit code a permis d'enregistrer des avancées notables qui ont propulsé le dispositif au niveau des standards internationaux, tant du point de vue de la transparence, de l'économie et de la rationalisation de l'utilisation du budget de l'Etat, ainsi que de la participation du secteur privé national aux appels d'offres, notamment les petites et moyennes entreprises (PME).

Nonobstant ces acquis, il a été constaté, de façon récurrente, des difficultés pour les autorités contractantes de mener à bien leurs procédures de passation de marchés, et partant, d'absorber les crédits mis à leur disposition, en raison notamment de la lourdeur desdites procédures.

Face à ce constat, et dans un souci d'efficacité des procédures de passation des marchés publics, il a été jugé nécessaire d'abroger le décret n°2011- 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics et de le remplacer par un autre.

Le décret N° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics met l'accent sur la réduction des délais, l'allègement des procédures et la responsabilisation des autorités contractantes à travers, notamment, le relèvement des seuils d'application des procédures du code des marchés publics avec toujours comme principes directeurs le libre accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et l'économie.

### **2.7. Arrêtés d'application du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics**

L'application de certaines dispositions du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics, avait nécessité la prise d'arrêtés relatifs à :

- l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- la détermination du nombre et des conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- l'établissement des commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar ;
- l'établissement du modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- la détermination des seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- la détermination des seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

L'adoption d'un nouveau Code des Marchés publics, à travers le décret n°2014-1212 du 22 septembre 2014, a rendu nécessaire la mise à jour de ces textes d'application, d'autant plus que des changements sont intervenus, pour certains, sur le numéro des articles du code auxquels ils faisaient référence.



Aussi, corolairement au relèvement des seuils de passation, il est procédé à un rehaussement des seuils d'exigibilité des garanties de soumission et de bonne exécution, pour favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) à la commande publique. Ainsi, en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics, les seuils en dessous desquels il n'est pas requis la garantie de soumission passent :

- de 30 millions FCFA TTC à 80 millions FCFA TTC pour les marchés de fournitures et de services ;
- de 60 millions FCFA TTC à 100 millions FCFA TTC pour les marchés de travaux.

Concernant la garantie de bonne exécution, dorénavant en application de l'article 115 du Code des Marchés Publics, elle n'est obligatoire que :

- pour les marchés de fournitures et de services dont le montant est égal ou supérieur à 70 millions FCFA TTC, contre initialement 25 millions FCFA TTC, et ;
- pour les marchés de travaux et de prestations intellectuelles dont le montant est égal ou supérieur à 100 millions FCFA TTC, contre initialement 35 millions FCFA TTC.

Par ailleurs, à la faveur de la réforme introduite par l'Acte 3 de la décentralisation, prise en compte par le nouveau Code des Marchés Publics, l'arrêté d'application de l'article 36, alinéa 7 relatif aux commissions des marchés dans les régions autres que Dakar, prévoit, en plus des commissions régionales, les commissions départementales.

Egalement, compte tenu de ladite réforme, l'arrêté d'application de l'article 79 du Code des Marchés concernant les procédures simplifiées applicables aux marchés des petites collectivités locales, ne fait plus référence aux communautés rurales qui n'entrent plus dans la catégorie des collectivités locales.

Enfin, pour la mise en œuvre de l'article 141 du Code des Marchés Publics, les modalités du contrôle exercé par les cellules de passation sur les marchés échappant à la revue de la Direction centrale des marchés publics, sont décrites dans l'arrêté portant organisation et fonctionnement des cellules de passation, lequel dorénavant portera application des articles 35 et 141 du Code des Marchés Publics.

**LISTE DES ARRETES PRIS EN APPLICATION DU DECRET N° 2014-1212  
DU 22 SEPTEMBRE 2014 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS**

- Arrêté N° 00866 du 22 janvier 2015 pris en application de l'article 115 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N°00864 du 22 janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes, pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 00863 du 22 janvier 2015 pris en application de l'article 79 du Code des Marchés Publics, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par certaines communes ;
- Arrêté N° 00862 du 22 janvier 2015 relatif aux commissions régionales et départementales des marchés publics dans les régions autres que Dakar, pris en application de l'article 36, alinéa 7 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N°00861 du 22 janvier 2015 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics, pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N°00860 du 22 janvier 2015 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission, pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 00106 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N°00106 du 07 janvier 2015 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de marché, pris en application de l'article 141 du Code des Marchés Publics.

### **3. SYNTHÈSE DE LA REVUE**

#### **3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés**

##### **3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante**

La Commune est régie par la loi N° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des collectivités locales. Elle est dotée d'une personnalité morale de droit public et de l'autonomie financière.

Elle se situe dans le sud-ouest du Sénégal au bord du fleuve Casamance à environ 70 Km de l'océan Atlantique. Elle est reliée par route, par bateau et par avion à Dakar, la capitale, distante de 454 KM. Jusqu'au milieu des années 1970, pour traverser le fleuve Casamance vers le nord, il y avait un bac. En 1974, un pont de 650 m de long a été construit au dessus du fleuve, à l'Est de la ville.

Le Conseil Municipal est présidé par le Maire de la commune, Monsieur Abdoulaye BALDE. Il est composé de soixante seize (76) conseillers dont 07 Adjoints au Maire et des commissions spécialisées.

##### **3.1.2. Commission des marchés (Composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)**

Les textes portant nomination des membres de la Commission des Marchés dans la Commune de Ziguinchor, sont établis par décision n°0030/MSAS/Cz/SM/SAF en date du 17 janvier 2014.

Les membres de la Commission sont les suivants:

- Monsieur Kaoussou Kaba BODIAN, Adjoint Maire, Président ;
- Monsieur Mamadou KONTE, Adjoint au Maire (membre) ;
- Monsieur Souleymane SALL, Vice Président de la Commission des finances (membre) ;
- Monsieur Malick N'GOM Receveur Percepteur Municipal ou son Représentant (membre) ;
- Monsieur Malick SOW, Secrétaire Municipal (membre) ;
- Madame Khadidiatou SONKO, Adjoint au Maire (suppléant) ;
- Monsieur Souleymane SIGNATE, Chef de la Division des Recettes (suppléant) ;
- Monsieur Ibou DIATTA, Adjoint au Receveur Percepteur Municipal (suppléant) ;

- Monsieur Ouzin COLY, Chef du bureau du Recensement et des Statistiques (suppléant) ;
- Monsieur Bakasso GASSAMA, Directeur du Développement Local (suppléant).
- Monsieur Thieba Cheikh Saloum SONKO, Agent, Rapporteur

**Constat:**

Les copies des actes de nomination des membres de la Commission des Marchés et de leurs suppléants n'ont pas été transmises à l'ARMP et à la DCMP au plus tard le 05 janvier de chaque année, conformément à l'arrêté N°12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

La Commission des Marchés Publics a été renouvelée le 13/08/2014, en violation de l'article 36 du CMP qui stipule que les membres de la Commission des Marchés représentant l'Autorité Contractante sont nommés pour un an.

**3.1.3. Cellule de Passation des marchés**

Les textes portant nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés au sein de la commune de Ziguinchor sont établis par décision n°0032/CZ/SM en date du 17 Janvier 2014.

Les membres de la Cellule sont les suivants:

- Monsieur Thieba Cheikh Saloum SONKO, Ingénieur en Génie Civil, Coordinateur ;
- Monsieur Samba GAKOU, Adjoint au Maire (membre)
- Mamadou Arthiack COLY, Technicien en Génie Civil (membre) ;
- Monsieur Mamadou Lamine GASSAMA, Agent Municipal (suppléant) ;
- Madame Vénéranda BASSENE, Agent municipal (suppléant);
- Monsieur Nfally BADJI, Agent Municipal (suppléant).

**Constats:**

Les copies des actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés et les déclarations signées n'ont pas été transmises à l'ARMP et à la DCMP au plus tard le 05 janvier de chaque année, conformément à l'arrêté n°011586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation de marchés des autorités contractantes.

### **3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas élaboré les trois (03) rapports trimestriels et le rapport annuel en 2014, en violation de l'arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes et de l'article 143 du CMP.

### **3.1.5. Document de programmation de la préparation des marchés**

#### **3.1.5.1. Plan de Passation des Marchés**

Le Plan de Passation des Marchés de la Commune de Ziguinchor est établi par décision n°0017/CZ/SM en date du 30/01/2014 et publié sur le portail des marchés publics 12/02/2014.

Le PPM est modifié pour la première fois par décision n°0059/CZ/CPM en date du 14/03/2014 et publié sur le portail des marchés publics le 17/03/2014.

Le PPM est révisé pour la deuxième fois par décision n°0069/CZ/SM en date du 26/03/2014 et publié le 26/03/2014.

Le PPM est révisé pour la dernière fois par décision n°0080/CZ/CPM en date 01/04/2014 et publié sur le portail des Marchés Publics en date du 02/04/2014.

#### **Constats:**

Le plan de passation des Marchés Publics n'a pas été établi et transmis à l'ARMP et à la DCMP avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation, conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés Publics.

#### **3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés**

L'AGPM est publié dans le soleil en date du Jeudi 20 Février 2014.

#### **Constat:**

Le bordereau de transmission de l'AGPM à l'ARMP et à la DCMP n'a pas été joint dans le dossier.

L'AGPM n'a pas été publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation et n'a pas été publié sur le portail des Marchés Publics conformément aux articles 6 et 56 du code des marchés publics.

### **3.1.6. Archivage des dossiers**

La Commune de Ziguinchor ne dispose pas d'une salle d'archive pour les dossiers de marchés conformément au système d'archivage préconisé par l'ARMP.

**3.1.7. Autres****3.1.7.1. Registre des marchés**

Le registre de marché de la C.Z. n'a pas été mis à notre disposition, en violation de l'article N°67-3 du Code des Marchés Publics.

**3.1.7.2. Manuel de procédures administratives, comptables et financières**

La C.Z. n'a pas mis à notre disposition le manuel de procédures administratives, financières et comptables opérationnel (bonne pratique).

**3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés****3.2.1. Echantillon**

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des marchés publics. A ce propos, nous avons constaté que la C.Z. a passé des marchés :

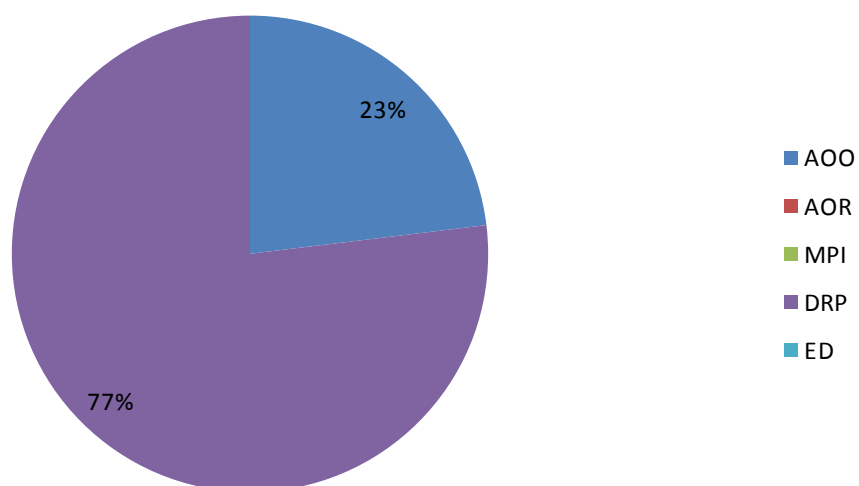
- par appel d'offres ouverts pour un montant de 178 748 870F CFA TTC;
- par des DRP pour un montant de 127 972 786 FCFA TTC.

La liste des marchés reçus et échantillonnage se présente comme suit:

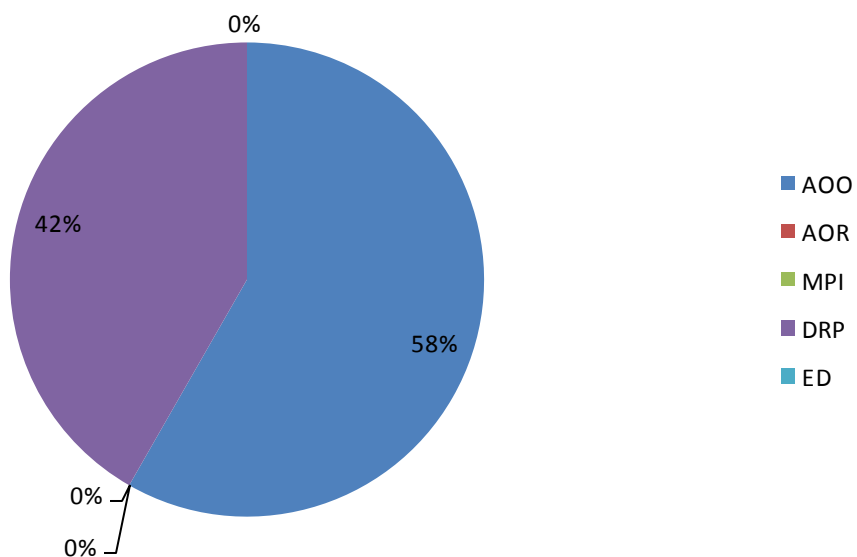
Intitulés	Marchés reçus		Marchés couverts par la revue		Taux de couverture	
	Nombre de contrat en 2014	Montant en FCFA	Nbre de contrats en 2014	Montant en FCFA	Nombre	valeur
Appel d'offre ouvert (AOO)	03	178 748 870	03	178 748 870	100%	100%
Appel d'offre restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Marchés de prestations intellectuelles	-	-	-	-	-	-
Demande de renseignement et de prix	10	127 972 786	10	127 972 786	100%	100%
Entente directe	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>306 721 656</b>	<b>13</b>	<b>306 721 656</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## CARTOGRAPHIE DES MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION DE 2014

## Marchés passés en nombre au titre de la gestion 2014



## Marchés passés en valeur au titre de la gestion de 2014



### 3.2.2. Rappel des seuils applicables au CZ en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 8 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

### 3.2.3. Marchés conclus par Appels d'Offres Ouverts

Trois (03) marchés passés par appels d'offres ouverts ont été examinés pour un montant total de **178 748 870 FCFA TTC**.

**Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés passés par AOO:**

**AOON°001/2014/CPM/CZ: COLLECTE, EVACUATION ET GESTION DES ORDURES MENAGERES- CASA B.T.P ET SERVICES-111 420 000 FCFA**

- Les convocations des membres de la Commission n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;
- Monsieur Malick NGOM n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant. Or, les motifs de son absence n'ont pas été mentionnés dans le procès verbal;
- L'avis de publication de l'attribution provisoire n'est pas joint dans le dossier;
- Aucune preuve concernant la notification des candidats non retenus du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Le contrat n'a pas été joint dans le dossier;
- L'avis de publication de l'attribution définitive n'a pas été joint dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP;
- Le marché n'a pas été exécuté pour défaut d'existence de crédit, en violation de l'article 5 du CMP qui stipule que "Avant tout appel à la concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire" et de l'article 9 du CMP qui stipule d'évaluer le montant estimé des fournitures, services ou travaux, objet du marché et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants.



**AOO N°002/2014/CPM/CZ: ACQUISITION DE BUREAUX ET SCOLAIRES-LOT1; LOT3; LOT4 ET LOT5: CASA DOUNIA-27 531 170 FCFA-LOT2: BAKARY SERVICES- 2 403 500 FCFA.**

- Les convocations des membres de la commission n'ont pas été archivées dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;
- Messieurs Mamadou KONTE et Malick NGOM n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution, alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs suppléants. Or, les motifs de leurs absences n'ont pas été mentionnés dans les procès verbaux;
- L'avis de publication de l'attribution définitive n'a pas été joint dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP.

**AOO N°003/2014/CPM/CZ: ACQUISITION DE MOBILIERS ET D'APPAREILS DE BUREAU- BARA FALL MAISON SAMSUNG - 37 394 200 FCFA**

- Les convocations des membres de la commission n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;
- Monsieur Mame Malick NGOM n'a pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution, alors qu'il est membre de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de son suppléant. Or, les motifs de son absence n'a pas été mentionné dans les procès verbaux;
- L'avis de publication de l'attribution provisoire n'est pas joint dans le dossier;
- Aucune preuve concernant la notification des candidats non retenus du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- L'avis de publication de l'attribution définitive n'a pas été joint dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP;
- Les PV de réceptions ne sont pas disponibles. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier sur le respect des délais livraison des mobiliers et d'appareils de bureau;
- Aucune pièce relative à l'exécution financière n'a été mise à notre disposition. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur l'exécution financière du marché.

**3.2.4. Marchés conclus par Demande Renseignement et Prix (DRP)**

Dix (10) marchés conclus par DRP ont été examinés pour un montant total de **127 972 786 F CFA TTC**.

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants:

**DRP N°090/2014/ CZ/CPM : TRAVAUX D'OUVERTURE DE VOIES A NEMA II  
ZIGUINCHOR- CASA EQUIPE-19 137 653 FCFA**

- Le marché relatif aux travaux d'ouverture des voies à NEMA II n'est pas inscrit dans le PPM, en violation de l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;
- L'Attestation d'existence de crédit n'est pas jointe dans le dossier, en violation de l'article 9 du CMP;

**DRP : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES SOUKS AU MARCHE TILÈNE DE  
ZIGUINCHOR- DIAMONO CONSTRUCTION PLUS- 11 502 000 FCFA**

- Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Le marché n'est pas encore réceptionné à 270 jours à compter de la date d'émission de l'ordre de service (03/11/2014), soit 180 jours de retard dans la livraison;
- Au cours de nos travaux d'audit physique, nous avons constaté que les travaux de construction des cantines au marché Tilène ne sont pas encore achevés (en date du 30/07/2015);
- Les pénalités de retard n'ont pas été appliquées conformément à l'article 14 du contrat qui stipule que: "L'Entrepreneur est passible d'une pénalité de 1/1000ème par jour de retard sur le montant des travaux ordonnés. Les pénalités sont plafonnées à 5% du marché", en violation de l'article 133 du CMP.

**DRP N°0103/2014/ CZ/CPM: ACQUISITION DE BICYCLETTES ET  
CYCLOMOTEURS DE LA MAIRIE DE ZIGUINCHOR- GIE CASA BTP ET  
SERVICES - 9 469 500 FCFA**

- Messieurs Mamadou KONTE et Mame Malick N'GOM n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs suppléants;
- Les pièces administratives n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 44 alinéa c du CMP;

- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Le marché n'a pas été exécuté pour défaut d'existence de crédits, en violation de l'articles 5 du CMP qui stipule que "Avant tout appel à la concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire" et de l'article 9 du CMP qui stipule d'évaluer le montant estimé des fournitures, services ou travaux, objet du marché et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants ainsi que du respect des règles d'engagement des dépenses de l'autorité contractante concernée.

**DRP : ACQUISITION DE DENREES ALIMENTAIRES- MAMADOU BARY - 11 500 000 FCFA**

- La DRP relative à l'acquisition de denrées alimentaires n'est pas inscrite dans le PPM et n'est pas prévue dans le budget de 2014, en violation de l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;
  - Messieurs Mamadou KONTE et Mame Malick N'GOM n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs suppléants. Or, les motifs de leurs absences n'ont pas été mentionnés dans les procès verbaux;
  - Les pièces administratives n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 44 alinéa c du CMP;
  - Les offres n'ont pas été archivées. Par conséquent, nous ne pouvons pas apprécier du respect de la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 pris en application de l'article 78 du CMP relative à la mise en œuvre de la procédure de DRP;
  - Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Les pièces relatives aux règlements n'ont pas été mises à notre disposition. Ainsi, nous ne pouvons pas donner notre opinion concernant l'exécution financière.

**DRP N°204/2014/ CZ/CPM : NETTOIEMENT ET ENTRETIEN DES LOCAUX DES BATIMENTS COMMUNAUX- ENTREPRISE MARIE JOSEPH GOUDIABY- 13 551 120 FCFA**

- La DRP relative au service de nettoyage et entretien des locaux des locaux de l'hôtel de ville et des services de la commune, n'est pas inscrite dans le PPM,

conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;

- Monsieur Mame Malick N'GOM n'a pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution alors qu'il est membre de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de son suppléant. Or, les motifs de son absence n'ont pas été mentionnés dans les PV;
- Les pièces administratives n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 44 alinéa c du CMP;
- Les offres n'ont pas été archivées. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur le respect de la procédure de passation;
- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Les pièces relatives aux règlements n'ont pas été mises à notre disposition. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur l'exécution financière.

#### **DRP N°0106/2014/ CZ/CPM : ACQUISITION D'HABILLEMENT A LA MAIRIE DE ZIGUINCHOR- LAMP FALL COUTURE - 6 726 000 FCFA**

- Le marché estimé à 5 000 000fcfa a été attribué à Lamp Fall couture d'un montant de 6 726 000 F CFA. L'attestation d'existence de crédit n'a pas été jointe dans le dossier, en violation des articles 5 et 9 du CMP;
- Messieurs Mamadou KONTE et Mame Malick N'GOM n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution, alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs suppléantes;
- Les offres n'ont pas été archivées. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur le respect de la procédure de passation;
- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Les pièces relatives aux règlements n'ont pas été mises à notre disposition. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur l'exécution financière.

**DRP N°087/2014/ CZ/CPM : TRAVAUX DE CURAGE DES CANAUX ET CANIVEAUX DE LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR - DIOUF ENTREPRISE BTP- 14 761 493 FCFA**

- Messieurs Mamadou KONTE et Mame Malick N'GOM n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs;
- Les pièces administratives n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 44 alinéa c du CMP;
- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Les pièces relatives aux règlements n'ont pas été mises à notre disposition. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur l'exécution financière.

**DRP : DESHERBAGES DES CIMETIERES, RUES, CIRCUITS DE PROCESSION ET ECLAIRAGE DES ARBRES DE LA COMMUNE- LOT1: GIE PALMO SERVICE: 4 000 100 FCFA; LOT2: MAMADOU LAMINE BADJI: 4 366 000; - LOT3: SOCOGEC: 3 835 000; LOT 4 ET 5: GIE DIAMONO CONSTRUCTION PLUS: 8 968 000 FCFA.**

- La DRP relative aux Désherbages des Cimetières, Rues, Circuits de procession et Eclairage des arbres de la Commune, n'est pas inscrite dans le PPM et n'est pas prévue dans le budget de 2014, en violation de l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;
- Monsieur Mame Malick N'GOM n'a pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution alors qu'il est membre de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de son suppléant;
- Les pièces administratives n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 44 alinéa c du CMP;
- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Les pièces relatives aux règlements n'ont pas été mises à notre disposition. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur l'exécution financière.

**DRP N°019/2014/CZ/CPM : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CANAL DE ST MAUR- E.B.A.H.S - 9 604 800 FCFA**

- Messieurs Mamadou KONTE et Mame Malick N'GOM n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs suppléants;
- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Les pièces relatives aux règlements n'ont pas été mises à notre disposition. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur l'exécution financière.

**3.2.5. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du CRD**

Aucun recours n'a été enregistré au Comité de règlement des différends.

**3.3. Constats relatifs à l'exécution financière**

Les documents relatifs aux règlements n'ont pas été archivés. Par conséquent nous ne sommes pas en mesure de donner notre appréciation sur la transparence des procédures d'exécution financière des Marchés.

**3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)****3.4.1. Sélection**

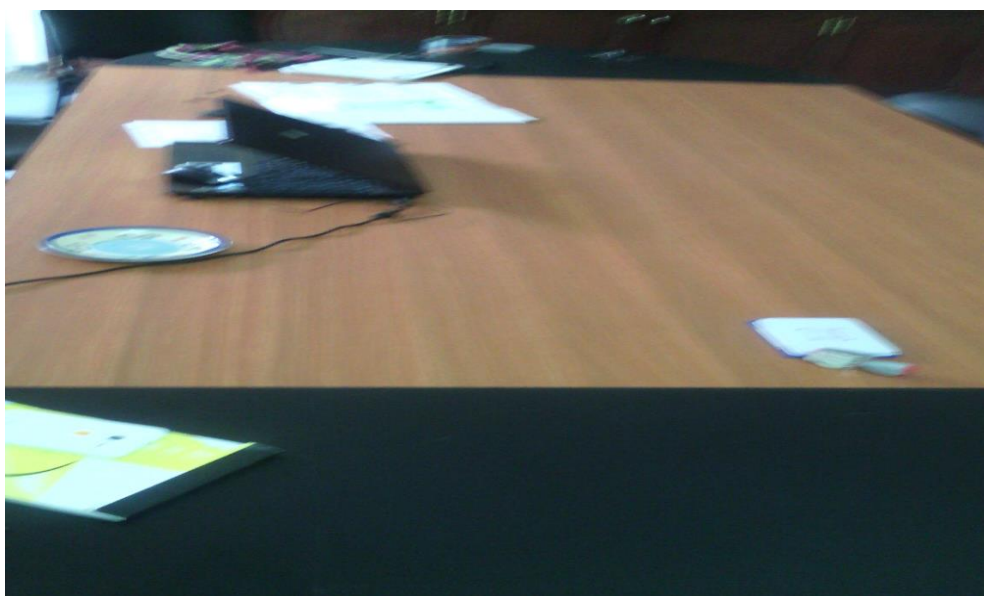
Les marchés sélectionnés pour l'audit physique sont les suivants:

N°:	Objet du marché	Mode de passation	Catégorie	Montant CFA TTC	Attributaire
1	Acquisition de Mobiliers et d'appareil de Bureau	AOO	Fourniture	37 394 200	BARA FALL MAISON SUMSUNG
2	Construction de Cantines au marché Tilène de Ziguinchor	DRP	Travaux	11 502 000	DIAMONO CONSTRUCTION PLUS
3	Travaux de construction du Canal de ST MAUR	DRP	Travaux	9 604 800	E.B.A.H.S

### **3.4.2. Travaux effectués**

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité et le niveau d'exécution physique des marchés passés.

#### **Acquisition de Mobiliers et d'appareil de bureau:**











Construction de Cantines au marché Tilène de Ziguinchor:



**Travaux de construction du Canal de ST MAUR:**



### **3.4.3. Résultats**

Au cours de nos travaux d'audit physique, nous avons constaté que les travaux de construction des cantines au marché Tilène ne sont pas encore achevés (30/07/2015). Le délai de livraison qui a été fixé dans le contrat est de 90 jours à compter de la date d'émission de l'ordre de service (03/11/2014). Ainsi, un retard de 180 jours a été noté dans la livraison des Cantines en date du 30 /07/2015.

A l'exception du point ci-dessus, aucune anomalie particulière n'a été relevée sur l'audit physique.

## **4. RECOMMANDATIONS**

### **4.1. Recommandations relatives au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés**

- Veiller à transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes;
- Veiller à transmettre les copies des actes de nomination des membres de la Cellule de passation des marchés et les déclarations signées au plus tard le 05 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP, conformément l'arrêté n°011586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation de marchés des autorités contractantes ;
- Veiller à transmettre les rapports trimestriels et rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes et de l'article 143 du CMP ;
- Veiller à se conformer aux articles 6 et 56 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés;
- Etablir un registre des marchés conformément à l'article N°67-3 du Code des Marchés Publics.



#### **4.2. Recommandations relatives à la Passation des Marchés examinés**

##### **Marchés conclus par appel d'offres ouverts (AOO)**

- Veiller à se conformer à l'article 56 du CMP relatif à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence;
- Veiller à se conformer à l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la Commission des Marchés;
- Veiller à se conformer aux dispositions des articles 5 et 9 du CMP qui stipulent de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et de s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants;
- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;
- Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et la restitution des garanties de soumission;
- Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP;
- Veiller à joindre dans le dossier les pièces relatives aux règlements des marchés.

##### **Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP):**

- Veiller à se conformer à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics relatif à l'inscription des marchés dans le PPM;
- Veiller à se conformer aux dispositions des articles 5 et 9 du CMP qui stipulent de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et d'évaluer le montant estimé des marchés;
- Veiller à se conformer à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 pris en application de l'article 78 du CMP relative à la procédure de DRP;
- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;
- Veiller à appliquer les pénalités en cas de retard dans la livraison conformément aux dispositions de l'article 133 du CMP;

- Veiller à archiver les offres en vue de respecter les principes de transparence à la passation des Marchés.

#### 4.3. Recommandations relatives à l'exécution financière

Veiller à joindre dans le dossier les pièces relatives aux règlements des marchés.

### 5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	RECOMMANDATIONS FORMULEES LORS DE L'EXERCICE 2009	NIVEAU D'EXECUTION
<b>A</b>	<b>Dispositif</b>	
<b>1</b>	la préparation des rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés doit établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances.	Non résolu
<b>2</b>	la préparation du rapport annuel sur les marchés publics 2009 par la Commission des Marchés conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics.	Non résolu
<b>3</b>	le renforcement des capacités du personnel de la commune en matière de passation des marchés.	Résolu
<b>Appel d'offres:</b>		
<b>4</b>	Publier et classer les avis d'appels d'offres.	Non résolu
<b>5</b>	Respecter le délai de trente (30) jours entre la publication et le dépôt des offres .	Résolu
<b>6</b>	Ouvrir les offres en séance publique et établir un PV d'ouverture à transmettre aux soumissionnaires.	Résolu
<b>7</b>	Publier l'avis d'attribution provisoire et définitive.	Non résolu
<b>8</b>	Notifier de manière écrite l'attribution du marché.	Non résolu
<b>Demande de renseignement et de prix</b>		
<b>9</b>	Inclure les noms des candidats consultés dans les lettres d'invitation adressées simultanément aux candidats présélectionnés.	Résolu
<b>10</b>	Archiver les offres des soumissionnaires.	Non résolu
<b>11</b>	Attribuer les marchés aux candidats ayant soumis la proposition la moins disante.	Résolu
<b>12</b>	Informar les candidats non retenus dans le cadre des DRP.	Non résolu

## 6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

### 6.1. Statistiques sur les anomalies des Appels d'Offres Ouverts (AOO)

Les constats spécifiques relatifs aux appels d'offres ouverts sont les suivants:

- a. Publication de l'avis d'appel public à la concurrence n'est pas jointe dans le dossier ;
- b. Les convocations des membres de la Commission des Marchés n'ont pas été jointes dans le dossier;
- c. Le marché n'a pas été exécuté pour défaut d'existence de crédits budgétaires suffisants;
- d. L'avis de publication de l'attribution provisoire n'est pas joint dans le dossier;
- e. Violation de l'article 83.3 du CMP: concernant l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et la restitution des garanties de soumission;
- f. Violation de l'article 85 du CMP concernant la notification et l'avis de publication de l'attribution définitive.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur les appels d'offres ouverts:

N°	Objet	Constats n°					
		a	b	c	d	e	f
1	Collecte, Evacuation et gestion des ordures ménagères	x	x	x	x	x	x
2	Acquisition de bureaux et scolaires		x			x	x
3	Acquisition de mobiliers et d'appareil de bureau		x			x	x
<b>Total</b>		<b>1</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

## 6.2. Statistiques sur les anomalies des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

Les Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DERP sont les suivants:

- a. Marchés qui ne sont pas inscrits dans le PPM;
- b. Absence d'attestation d'existence de crédits budgétaires, en violation de l'article 9 du CMP;
- c. Les lettres d'invitation n'ont pas été déchargées par leurs destinataires;
- d. Les pièces administratives n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP;
- e. Non respect du délai d'exécution prévu dans le contrat;
- f. Les offres des candidats n'ont pas été mises à notre disposition.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur les demandes de renseignements et de prix:

N°	Objet	Constats n°					
		a	b	c	d	e	f
1	Travaux d'ouverture de voies à NAMA II	x	x	x	x		
2	Travaux de construction des souks au marché Tilène				x	x	
3	Acquisition de bicyclettes et cyclomoteurs				x		
4	Acquisition de denrées alimentaires	x			x		x
5	Nettoisement et entretien des locaux	x			x		x
6	Acquisition d'habillement		x		x		x
7	Travaux de curage des canaux et caniveaux				x		
8	Désherbages de cimetières, rues, circuits de procession et éclairage des arbres	x			x		
9	Travaux de construction du canal de St-Maur				x		
<b>TOTAL</b>		<b>4</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>3</b>



## **7. ANNEXES**

### **7.1. Fiches synoptiques**

## APPEL D'OFFRES OUVERT

**AOO N°001/2014/CPM/CZ: COLLECTE, EVACUATION  
ET GESTION DES ORDURES MENAGERES**

1. Financement :	<b>BUDGET DE LA COMMUNE</b>
2. Nom de l'Autorité contractante :	<b>COMMUNE DE ZIGUINCHOR</b>
3. Type de marché :	<b>FOURNITURE</b>
4. Numéro du marché :	<b>AOO N°001/2014/CPM/CZ</b>
6. Nom de l'attributaire du marché :	<b>CASA B.T.P ET SERVICES</b>
7. Nombre d'offres reçues :	<b>03</b>
Date de publication	-
8. Date limite de dépôt des offres :	-
9. Date d'ouverture des plis :	<b>30/04/2014</b>
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	-
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	<b>04/08/2014</b>
12. Date d'Approbation :	<b>04/08/2014</b>
13. Date de notification provisoire :	-
14. Date de publication de l'attribution définitive :	Avis de publication non joint dans le dossier
<b>15. Date ordre de service de commencer</b>	
16. Délai de validité des offres	<b>120 JOURS</b>
17. Délai d'exécution :	-
19. Montant marché :	<b>111 420 000 F CFA</b>
20. Montant budget :	<b>210 000 000 FCFA</b>
<b>ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avis d'appel public à la concurrence n'a pas été joint dans le dossier, en violation de l'article 56 du CMP;</li> <li>- Les convocations des membres de la Commission n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;</li> <li>- Monsieur Malick NGOM n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'il est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant. Or, les motifs de son absence n'ont pas été mentionnés dans le procès verbal;</li> <li>- Les pièces administratives fournies n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 44 du CMP;</li> <li>- L'avis de publication de l'attribution provisoire n'est pas joint dans le dossier;</li> <li>- Aucune preuve concernant la notification des candidats non retenus du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- Le contrat n'a pas été joint dans le dossier;</li> <li>- L'avis de publication de l'attribution définitive n'a pas été joint dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP;</li> <li>- Le marché n'a pas été exécuté pour défaut d'existence de crédit, en violation de l'articles 5 du CMP qui stipule que "Avant tout appel à la concurrence, consultation ou</li> </ul>

	<p>négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire" et de l'article 9 du CMP qui stipule d'évaluer le montant estimé des fournitures, services ou travaux, objet du marché et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants ainsi que du respect des règles d'engagement des dépenses de l'autorité contractante concernée.</p>
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à publier l'avis d'appel public à la concurrence conformément à l'article 56 du CMP;</li> <li>- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP relatives à la convocation des membres de la Commission des Marchés;</li> <li>- Veiller à respecter les droits des membres de la Commission des Marchés;</li> <li>- Se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;</li> <li>- Veiller à publier l'attribution provisoire de marché dès l'approbation de la proposition d'attribution;</li> <li>- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP relatives à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et de la restitution de leurs garanties de soumission;</li> <li>- Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP;</li> <li>- Veiller à se conformer aux dispositions des articles 5 et 9 du CMP.</li> </ul>

## AOO N°002/2014/CPM/CZ: ACQUISITION DE BUREAUX ET SCOLAIRES

1. Financement :	BUDGET DE LA COMMUNE		
2. Nom de l'Autorité contractante :	COMMUNE DE ZIGUINCHOR		
3. Type de marché :	FOURNITURE		
4. Numéro du marché :	AOO N°002/2014/CPM/CZ		
6. Nom de l'attributaire du marché :	Lots	Attributaires	Montants FCFA TTC
	Lot 1	CASA DOUNIA	17 818 177
	Lot 2	BAKARY SERVICE	2 403 500
	Lot 3	CASA DOUNIA	3 890 460
	Lot 4	CASA DOUNIA	1 456 710
	Lot 5	CASA DOUNIA	4 365 823
	<b>TOTAL</b>		<b>29 934 670</b>
7. Nombre d'offres reçues :	02		
Date de publication	31/03/2014		
8. Date limite de dépôt des offres :	30/04/2014		
9. Date d'ouverture des plis :	30/04/2014		
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	06/06/2014		
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	06/08/2014		
12. Date d'Approbation :	06/08/2014		
13. Date de notification provisoire :	26/08/2014		
14. Date de publication de l'attribution définitive :	Avis de publication non joint dans le dossier		
15. Date ordre de service de commencer			
16. Date de démarrage effectif :	120 JOURS		
Date d'ordre de service			
17. Délai d'exécution :	-		
19. Montant marché :	29 934 670		
20. Montant budget :	72 500 000		
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les convocations des membres de la commission n'ont pas été archivées dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;</li> <li>- Messieurs Mamadou KONTE et Malick NGOM n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution, alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs suppléants. Or, les motifs de leurs absences n'ont pas été mentionnés dans les procès verbaux;</li> <li>- L'avis de publication de l'attribution définitive n'a pas été joint</li> </ul>		

	dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"><li>- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP relatives à la convocation des membres de la Commission des Marchés;</li><li>- Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.</li></ul>



**AOO N°003/2014/CPM/CZ: ACQUISITION DE MOBILIERS  
ET D'APPAREILS DE BUREAU**

1. Financement :	BUDGET DE LA COMMUNE
2. Nom de l'Autorité contractante :	COMMUNE DE ZIGUINCHOR
3. Type de marché :	FOURNITURE
4. Numéro du marché :	AOO N°003/2014/CPM/CZ
6. Nom de l'attributaire du marché :	BARA FALL MAISON SAMSUNG
7. Nombre d'offres reçues :	02
Date de publication	28/04/2014
8. Date limite de dépôt des offres :	28/05/2014
9. Date d'ouverture des plis :	28/05/2014
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	-
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	04/08/2014
12. Date d'Approbation :	04/08/2014
13. Date de notification provisoire :	-
14. Date de publication de l'attribution définitive :	Avis de publication non joint dans le dossier
16. Délai de validité des offres	120 JOURS
17. Délai d'exécution :	-
19. Montant marché :	37 394 200
20. Montant budget :	38 000 000
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les convocations des membres de la commission n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;</li> <li>- Monsieur MameMalick NGOM n'a pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution, alors qu'il est membre de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de son suppléant. Or, les motifs de son absence n'a pas été mentionné dans les procès verbaux;</li> <li>- Les pièces administratives fournies n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 44 du CMP;</li> <li>- L'avis de publication de l'attribution provisoire n'est pas joint dans le dossier;</li> <li>- Aucune preuve concernant la notification des candidats non retenus du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- L'avis de publication de l'attribution définitive n'a pas été joint dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP;</li> <li>- Les PV de réceptions ne sont pas disponibles. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier sur le respect des délais livraison des mobiliers et d'appareils de bureau;</li> <li>- Aucune pièce relative à l'exécution financière n'a été mise à notre disposition. Par conséquent, nous ne sommes pas en</li> </ul>

	mesure de donner notre opinion sur l'exécution financière du marché.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"><li>- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP relatives à la convocation des membres de la Commission des Marchés;</li><li>- Se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;</li><li>- Veiller à publier l'attribution provisoire de marché dès l'approbation de la proposition d'attribution;</li><li>- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP relatives à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et de la restitution de leurs garanties de soumission;</li><li>- Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP;</li><li>- Veiller à joindre dans le dossier les documents relatifs à l'exécution physique et financière du marché.</li></ul>

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

**DRP : TRAVAUX D'OUVERTURE DE VOIES A NEMA II ZIGUINCHOR**

1. Financement :	Budget de la Commune
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Ziguinchor
3. Intitulé du marché :	Travaux
4. Numéro du marché :	DRP N°090/2014/ CZ/CPM
6. Nom de l'attributaire du marché :	CASA EQUIPE
7. Nombre d'offres reçues :	01
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	10/04/2014
10. Date ouverture des plis :	25/04/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	05/05/2014
15. Délai d'exécution :	60 jours
16. Date de réception :	03/06/2014
17. Montant du marché :	19 137 653
18. Montant du Budget :	-
19. Délai validité offre :	90 jours
<b>ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le marché relatif aux travaux d'ouverture des voies à NEMA II n'est pas inscrit dans le PPM, en violation de l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;</li> <li>- L'Attestation d'existence de crédit n'est pas jointe dans le dossier, en violation de l'article 9 du CMP;</li> <li>- Les lettres d'invitation n'ont pas été déchargées par leurs destinataires. Ainsi, il n'est pas étonnant d'avoir un seul candidat à la date d'ouverture des plis, en violation de la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 pris en application de l'article 78 du CMP.</li> </ul>

**RECOMMANDATIONS :**

- Veiller à se conformer à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics relatif à l'inscription des marchés dans le Plan de Passation des Marchés Publics;
- Veiller à se conformer à l'article 9 du CMP qui stipule que "Avant signature de tout marché, l'Autorité Contractante doit s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants;
- Veiller à se conformer à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 pris en application de l'article 78 du CMP relatif à la mise en œuvre de la procédure de DRP.

**DRP : ACQUISITION DE BICYCLETTES ET CYCLOMOTEURS  
DE LA MAIRIE DE ZIGUINCHOR**

1. Financement :	Budget de la Commune
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Ziguinchor
3. Intitulé du marché :	Fourniture
4. Numéro du marché :	DRP N°0103/2014/ CZ/CPM
6. Nom de l'attributaire du marché :	GIE CASA BTP ET SERVICES
7. Nombre d'offres reçues :	02
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	23/04/2014
10. Date ouverture des plis :	07/05/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	03/06/2014
13. Date Ordre de service de commencer :	03/06/2014
15. Délai d'exécution :	45 jours
16. Date de réception :	-
17. Montant du marché :	9 469 500 FCFA
18. Montant du Budget :	10 000 000 FCFA TTC
19. Délai validité offre :	45 jours
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Messieurs Mamadou KONTE et Mame Malick N'GOM n'ont pas siégé aux PV d'ouverture des plis et d'attribution alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs suppléants;</li> <li>- Les pièces administratives n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 44 alinéa c du CMP;</li> <li>- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- Le marché n'a pas été exécuté pour défaut d'existence de crédit, en violation de l'articles 5 du CMP qui stipule que "Avant tout appel à la concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer</li> </ul>

	<p>aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire" et de l'article 9 du CMP qui stipule d'évaluer le montant estimé des fournitures, services ou travaux, objet du marché et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants ainsi que du respect des règles d'engagement des dépenses de l'autorité contractante concernée.</p>
RECOMMANDATIONS :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à se conformer à l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la Commission des Marchés;</li> <li>- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément à l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- Veiller à 9 du CMP relatif à l'existence de crédits budgétaires suffisants avant la signature de tout marché.</li> </ul>



**DRP : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES SOUKS  
AU MARCHE TILÈNE DE ZIGUINCHOR**

1. Financement :	Budget de la Commune
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Ziguinchor
3. Intitulé du marché :	Travaux
4. Numéro du marché :	DRP N°090/2014/ CZ/CPM
6. Nom de l'attributaire du marché :	DIAMONO CONSTRUCTION PLUS
7. Nombre d'offres reçues :	04
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	07/07/2014
10. Date ouverture des plis :	23/0704/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	03/11/2014
13. Date Ordre de service de commencer :	03/11/2014
15. Délai d'exécution :	90 jours
16. Date de réception :	03/06/2014
17. Montant du marché :	11 502 000
18. Montant du Budget :	16 500 000
19. Délai validité offre :	90 jours
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- Le marché n'est pas encore réceptionné à 270 jours à compter de la date d'émission de l'ordre de service (03/11/2014), soit 180 jours de retard dans la livraison;</li> <li>- Au cours de nos travaux d'audit physique, nous avons constaté que les travaux de construction des cantines au marché de Tilène ne sont pas encore achevés (en date du 30/07/2015);</li> <li>- Les pénalités de retard n'ont pas été appliquées conformément à l'article 14 du contrat qui stipule que: "L'Entrepreneur est</li> </ul>

	passible d'une pénalité de 1/1000ème par jour de retard sur le montant des travaux ordonnés. Les pénalités sont plafonnées à 5% du marché", en violation de l'article 133 du CMP.
RECOMMANDATIONS :	<ul style="list-style-type: none"><li>- Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres;</li><li>- Veiller à respecter les délais d'exécution fixés dans le dossier d'appel à la concurrence;</li><li>- Veiller à appliquer les pénalités en cas de retard dans la livraison des travaux conformément aux dispositions de l'article 133 du CMP.</li></ul>

## DRP : ACQUISITION DE DENREES ALIMENTAIRES

1. Financement :	Budget de la Commune
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Ziguinchor
3. Intitulé du marché :	Fourniture
4. Numéro du marché :	-
6. Nom de l'attributaire du marché :	MAMADOU BARY
7. Nombre d'offres reçues :	02
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	16/06/2014
10. Date ouverture des plis :	01/07/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	07/07/2014
13. Date Ordre de service de commencer :	-
15. Délai d'exécution :	Un mois
16. Date de réception :	-
17. Montant du marché :	8 500 000 FCFA
18. Montant du Budget :	Non inscrit dans le ppm
19. Délai validité offre :	90 jours
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP relative à l'acquisition de denrées alimentaires n'est pas inscrite dans le PPM et n'est pas prévue dans le budget de 2014, en violation des article 5 et 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;</li> <li>- Messieurs Mamadou KONTE et Mame Malick N'GOM n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs suppléants. Or, les motifs de leurs absences n'ont pas été mentionnés dans les procès verbaux;</li> <li>- Les pièces administratives n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 44 alinéa c du CMP;</li> <li>- Les offres n'ont pas été archivées. Par</li> </ul>

	<p>conséquent, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur le respect de la procédure de passation;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- Les pièces relatives aux règlements n'ont pas été mises à notre disposition. Ainsi, nous ne pouvons pas donner notre opinion concernant l'exécution financière.</li> </ul>
RECOMMANDATIONS :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à se conformer à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics relatif à l'inscription des marchés dans le Plan de Passation des Marchés Publics;</li> <li>- Veiller à se conformer à l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la Commission des Marchés;</li> <li>- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;</li> <li>- Veiller à archiver les offres des candidats en vue de respecter les principes de transparence;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément à l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- Veiller à joindre dans le dossier les documents relatifs aux règlements en vue de permettre aux auditeurs de donner leurs appréciations sur l'exécution financière.</li> </ul>

**DRP : NETTOIEMENT ET ENTRETIEN DES LOCAUX  
DES BATIMENTS COMMUNAUX**

1. Financement :	Budget de la Commune
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Ziguinchor
3. Intitulé du marché :	Services
4. Numéro du marché :	DRP N°204/2014/ CZ/CPM
6. Nom de l'attributaire du marché :	Entreprise Marie Joseph GOUDIABY
7. Nombre d'offres reçues :	03
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	06/08/2014
10. Date ouverture des plis :	22/08/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	18/03/2015
13. Date Ordre de service de commencer :	18/03/2015
15. Délai d'exécution :	12 mois
16. Date de réception :	-
17. Montant du marché :	13 551 120 FCFA
18. Montant du Budget :	Non inscrit sur le budget de 2014
19. Délai validité offre :	90 jours
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP relative au service de nettoyage et entretien des locaux de l'hôtel de ville et des services de la commune, n'est pas inscrite dans le PPM, conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;</li> <li>- Monsieur Mame Malick N'GOM n'a pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution alors qu'il est membre de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de son suppléant. Or, les motifs de son absence n'ont pas été mentionnés dans les PV;</li> <li>- Les pièces administratives n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 44 alinéa c du CMP;</li> <li>- Les offres n'ont pas été archivées;</li> <li>- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3</li> </ul>

	<p>du CMP;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les pièces relatives aux règlements n'ont pas été mises à notre disposition. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur l'exécution financière.</li> </ul>
RECOMMANDATIONS :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à se conformer à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;</li> <li>- Veiller à se conformer à l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la Commission des marchés;</li> <li>- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;</li> <li>- Veiller à archiver les offres des candidats en vue de respecter les principes de transparence;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément à l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- Veiller à joindre dans le dossier les documents relatifs aux règlements en vue de permettre aux auditeurs de donner leurs appréciations sur l'exécution financière.</li> </ul>

**DRP : ACQUISITION D'HABILLEMENT A LA MAIRIE DE ZIGUINCHOR**

1. Financement :	Budget de la Commune
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Ziguinchor
3. Intitulé du marché :	Fourniture
4. Numéro du marché :	DRP N°0106/2014/ CZ/CPM
6. Nom de l'attributaire du marché :	LAMP FALL COUTURE
7. Nombre d'offres reçues :	02
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	23/03/2014
10. Date ouverture des plis :	07/05/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	23/06/2014
13. Date Ordre de service de commencer :	23/06/2014
15. Délai d'exécution :	45 jours
16. Date de réception :	30/06/2014
17. Montant du marché :	6 726 000 FCFA
18. Montant du Budget :	5 000 000
19. Délai validité offre :	90 jours
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le marché estimé à 5 000 000fcfa a été attribué à Lamp Fall couture d'un montant de 6 726 000 FCFA. L'attestation d'existence de crédit n'a pas été jointe dans le dossier, en violation des articles 5 et 9 du CMP;</li> <li>- Messieurs Mamadou KONTE et Mame Malick N'GOM n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution, alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs suppléantes;</li> <li>- Les offres n'ont pas été archivées;</li> <li>- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- Les pièces relatives aux règlements n'ont pas été mises à notre disposition. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de donner notre</li> </ul>



	opinion sur l'exécution financière.
RECOMMANDATIONS :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à se conformer aux dispositions des articles 5 et 9 du CMP des marchés publics qui stipulent de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et de s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants;</li> <li>- Veiller à se conformer à l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la Commission des Marchés;</li> <li>- Veiller à archiver les offres des candidats en vue de respecter les principes de transparence;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément à l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- Veiller à joindre dans le dossier les documents relatifs aux règlements en vue de permettre aux auditeurs de donner leurs appréciations sur l'exécution financière.</li> </ul>

**DRP : TRAVAUX DE CURAGE DES CANAUX ET CANIVEAUX  
DE LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR**

1. Financement :	Budget de la Commune
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Ziguinchor
3. Intitulé du marché :	Travaux
4. Numéro du marché :	DRP N°087/2014/ CZ/CPM
6. Nom de l'attributaire du marché :	DIOUF ENTREPRISE BTP
7. Nombre d'offres reçues :	02
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	10/04/2014
10. Date ouverture des plis :	25/04/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	05/05/2014
13. Date Ordre de service de commencer :	-
15. Délai d'exécution :	90 jours
16. Date de réception :	-
17. Montant du marché :	14 761 493 FCFA
18. Montant du Budget :	15 000 000 FCFA TTC
19. Délai validité offre :	90 jours
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Messieurs Mamadou KONTE et Mame Malick N'GOM n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs;</li> <li>- Les pièces administratives n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 44 alinéa c du CMP;</li> <li>- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- Les pièces relatives aux règlements n'ont pas été mises à notre disposition. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur l'exécution financière.</li> </ul>
RECOMMANDATIONS :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à se conformer à l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la</li> </ul>

	<p>Commission des Marchés;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;</li><li>- Veiller à informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément à l'article 83.3 du CMP;</li><li>- Veiller à joindre dans le dossier les documents relatifs aux règlements en vue de permettre aux auditeurs de donner leurs appréciations sur l'exécution financière.</li></ul>
--	--

**DRP : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CANAL DE ST MAUR**

1. Financement :	Budget de la Commune
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Ziguinchor
3. Intitulé du marché :	TRAVAUX
4. Numéro du marché :	DRP N°019/2014/CZ/CPM
6. Nom de l'attributaire du marché :	E.B.A.H.S
7. Nombre d'offres reçues :	04
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	01/010/2014
10. Date ouverture des plis :	16/10/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	21/02/2014
13. Date Ordre de service de commencer :	03/03/2014
15. Délai d'exécution :	90 jours
16. Date de réception :	12/03/2014
17. Montant du marché :	9 604 800 FCFA
18. Montant du Budget :	10 000 000 FCFA
19. Délai validité offre :	90 jours
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Messieurs Mamadou KONTE et Mame Malick N'GOM n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution alors qu'ils sont membres de droit de la Commission des Marchés. Il en est de même de leurs suppléants;</li> <li>- Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre, en violation de l'article 83.3 du CMP;</li> <li>- Les pièces relatives aux règlements n'ont pas été mises à notre disposition. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de donner notre opinion sur l'exécution financière.</li> </ul>
RECOMMANDATIONS :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à se conformer à l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la Commission des Marchés;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus du</li> </ul>

	<p>rejet de leurs offres conformément à l'article 83.3 du CMP;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Veiller à joindre dans le dossier les documents relatifs aux règlements en vue de permettre aux auditeurs de donner leurs appréciations sur l'exécution financière.</li></ul>
--	--

## **7.2. Réponse de l'autorité contractante et commentaires du cabinet**

TCSS/MD

République du Sénégal  
Un Peuple – Un But – Une Foi  
Ministère de la Décentralisation  
et des Collectivités locales  
Commune de Ziguinchor

**CORRECTION DU RAPPORT PROVISOIRE D'AUDIT 2014**

N° D'Ordre	OBSERVATIONS
<b>A</b>	<b>DISPOSITIF INSTITUTIONNEL</b>
<b>B</b>	<b>MARCHES EXAMINES</b>
	<b>Marchés conclus par Appel d'Offres Ouverts</b>
8	AOO : Collecte, évacuation et gestion des ordures ménagères a été publié dans le journal SUD QUOTIDIEN N°6277 du lundi 31 mars 2014
11	SCOMATH S.A : fourni une Garantie de Soumission 4 500 000 francs Cfa de la CBAO DIOUF ENTREPRISE : Pas fourni CASA BTP & SERVICES : fourni une Garantie de Soumission 4 500 000 francs Cfa de la CNCAS
	<b>Marchés conclus par Demandes de Renseignements et de Prix</b>
16	D.R.P Travaux d'ouverture des voies à NEMAH : vous avez ci-joint les listes de retrait et de dépôt des offres des prestataires.
17	L'ensemble des pièces administratives ont été fournies par l'adjudicataire des DRP
<b>C</b>	<b>EXECUTION FINANCIERE</b>
<b>D</b>	<b>AUDIT PHYSIQUE</b>

L'AGENT VOYER  
COMMUNE DE ZIGUINCHOR

Thiéba Cheikh S SONKO



	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	Réponses de l'Autorité Contractante	Commentaires du Cabinet sur les observations de l'AC
<b>B</b>	<b>Constats spécifiques aux marchés examinés</b>			
	<b>Marchés conclus par appel d'offres ouverts:</b>			
8	<b>AOO: Collecte, évacuation et gestion des ordures ménagères, attribué à Casa BTP pour un montant de 111 420 000 FCFA:</b>  La publication de l'avis d'appel d'offres dans un journal à grande diffusion n'a pas été mise à notre disposition en violation de l'article 56 du CMP.	Veiller à se conformer à l'article 56 du CMP relatif à la publication du dossier d'appel d'offres.	AOO : Collecte, évacuation et gestion des ordures ménagères a été publié dans le journal SUD QUOTIDIEN N°6277 du lundi 31 mars 2014	Nous tenons compte de vos observations et modifions le rapport en conséquence.
11	<b>Pour tous les Appels d'offres ouverts:</b>  Aucune preuve concernant l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et de la restitution de leurs garanties de soumission, violation de l'article 83.3 du CMP.	Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et la restitution de leurs garanties de soumission.	SCOMATH S.A : fourni une Garantie de Soumission 4 500 000 francs Cfa de la CBAO DIOUF ENTREPRISE : Pas fourni CASA BTP & SERVICES : fourni une Garantie de Soumission 4 500 000 francs Cfa de la CNCAS	Les garanties de soumission ont été fournies, mais nous n'avons aucune preuve concernant leur restitution aux candidats non retenus.
	<b>Marchés conclus par Demandes de Renseignements et de Prix</b>			
16	<b>DRP: Travaux d'ouverture de voies à NEMA II:</b>	Veiller à se conformer à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 pris en	D.R.P Travaux d'ouverture des voies à NEMA II : vous avez ci-	Nous tenons compte de vos observations et modifions le

	Les lettres d'invitation n'ont pas été déchargées par leurs destinataires, en violation de la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 pris en application de l'article 78 du CMP relative à la procédure de DRP	application de l'article 78 du CMP relative à la mise en œuvre de la procédure de DRP.	joint les listes de retrait et de dépôt des offres des prestataires.	rapport en conséquence.
17	<b>Pour toutes les DRP:</b>  Les pièces administratives n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP.	Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives.	L'ensemble des pièces administratives ont été fournies par l'adjudicataire de la DRP	Nous tenons compte de vos observations et modifions le rapport en conséquence.